

RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

LES RURAUX EN 1999 : QUI SONT-ILS ET D'OÙ VIENNENT-ILS ?

L'évolution démographique des espaces à dominante rurale n'est plus négative depuis la fin des années 70 et cette évolution favorable s'est amplifiée au cours des 30 dernières années. Elle est le résultat d'un solde migratoire positif, qui vient plus que compenser le déficit naturel de ces espaces. A contrario, c'est un bilan naturel positif qui permet aux pôles urbains de conserver une évolution démographique positive, alors que les départs de ces espaces sont supérieurs aux arrivées. Dans les espaces ruraux, le déficit naturel, conjugué avec des flux migratoires croisés non aléatoires (départ des jeunes qualifiés et arrivée des retraités), conduit à une sur-représentation des personnes âgées et des ouvriers.

Entre déficit naturel et solde migratoire positif : une population rurale qui vieillit...

Les évolutions démographiques des espaces à dominante rurale et à dominante urbaine, toutes les deux positives depuis 1975 si l'on considère la typologie ZAUER sur données 1990, sont portées par des mécanismes différents. Le solde naturel (différence entre nombre de naissances et nombre de décès) des pôles urbains entre 1990 et 1999, en légère baisse par rapport à celui des deux périodes inter-censitaires précédentes, est cependant le plus élevé (+0,55 par an) en comparaison de celui des autres types d'espace (tableau 1). Les communes périurbaines enregistrent, elles aussi, un bilan naturel positif, de moindre ampleur. Il en va tout autrement des communes de l'espace à dominante rurale, pour lesquelles le bilan naturel est négatif sur les 30 dernières années. Équilibré dans les aires rurales, il est d'autant plus déficitaire que les communes sont éloignées de l'influence des villes. **Ce mouvement, conjugué à des mobilités sélectives sur lesquelles on reviendra plus loin, conduit à un vieillissement continu de la population rurale.**

Ainsi, en 1999, près d'un tiers des personnes de 75 ans et plus qui résident en France vivent dans le rural, alors que c'est le cas d'uniquement un quart de la population totale (tableau 2). Par ailleurs, plus d'un quart de la population de l'espace à dominante rurale a plus de 60 ans alors que cette tranche d'âge ne représente que 19% de l'espace à dominante urbaine. C'est le cas de plus de 30% de la population des communes rurales les plus éloignées des villes, essentiellement concentrées dans le centre et le nord-ouest de la France (carte 1). Les moins de 20 ans sont, quant à eux, sur-représentés dans les communes périurbaines et les jeunes actifs (20-39 ans) constituent un tiers de la population des pôles urbains contre seule-

ment un quart de celles des espaces ruraux les plus éloignés des villes.

La seconde composante de l'évolution démographique -le solde migratoire positif- est le signe d'un regain d'attractivité des espaces ruraux. En effet, le solde migratoire (différence entre les arrivées et les départs au sein d'une catégorie d'espace), négatif dans l'espace à dominante urbaine du fait des départs importants des pôles urbains, est positif dans l'espace à dominante rurale et en croissance sur les 10 dernières années. L'hétérogénéité spatiale constatée pour le bilan naturel, se retrouve pour le solde migratoire. Les aires d'emploi de l'espace rural bénéficient peu d'arrivées excédentaires, elles concernent surtout les autres communes de l'espace à dominante rurale. Au sein de ces dernières, l'ampleur de ce phénomène est très fortement influencée par la distance et les caractéristiques du pôle urbain le plus proche, en particulier sa taille et son dynamisme, tant démographique qu'économique. Ainsi, les communes rurales les plus éloignées du maillage urbain n'ont vu leur solde migratoire devenir bénéficiaire qu'au cours des deux dernières périodes intercensitaires, alors que le rural sous influence urbaine connaît un excédent migratoire de plus de 0,5% par an entre 1990 et 1999, comparable à celui enregistré par les communes périurbaines sur la même période. Notons que l'excédent migratoire du périurbain, moteur de la croissance de ce type d'espace, cède le pas entre 1990 et 1999, enregistrant une diminution de près de moitié par rapport à la période 1982-1990. La conjugaison de ces deux mécanismes : développement du rural proche des espaces urbains et ralentissement de la croissance des espaces périurbains, illustre la poursuite du mouvement de périurbanisation, par une extension continue des territoires périurbains et non par une densification des territoires déjà placés sous l'influence des villes.

Des flux croisés entre types d'espace expliqués par des logiques résidentielles variant au cours du cycle de vie.

Au-delà de cette hétérogénéité, **il faut souligner l'importance des flux croisés entre les différents types d'espace** (figure 1), masqués si l'on ne s'intéresse qu'aux seuls soldes. Sur les 18 millions de changements de communes de résidence enregistrés entre 1990 et 1999 (hors flux avec DOM-TOM et étranger), il faut avoir en tête que 45% sont des déplacements entre pôles urbains. Notons cependant que plus de 1,8 million de personnes ont changé de commune de résidence, tout en restant dans l'espace à dominante rurale. Sur les quelques 7 millions de mobilités (42%) impliquant un changement de type d'espace, 88% ont comme point de départ ou d'arrivée un pôle urbain. C'est dire le poids de la structure urbaine dans les déplacements des français. Plus de 4 millions de français ont quitté un pôle urbain entre 1990 et 1999. Ce mouvement est d'ampleur comparable à ce qu'il a été entre 1982 et 1990. Pour 100 personnes qui quittent un pôle urbain pour une commune périurbaine, 62 réalisent la mobilité opposée. De même, pour 100 personnes qui quittent la ville pour une commune de l'espace à dominante rurale, 68 quittent le rural pour la ville.

Comment expliquer ces mouvements croisés qui sont à la base des dynamiques rurales contemporaines ? **Les logiques de localisation résidentielle et leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie fournissent une clé d'analyse.** Les individus sont face à un arbitrage entre des besoins à satisfaire en logement, service et emploi, compte tenu des contraintes liées aux prix des biens et aux coûts d'accès à ces biens. L'élévation des coûts du logement avec la concentration de la population constitue une force de dispersion et le moteur du départ des pôles urbains et de la périurbanisation. En revanche, les emplois et, dans une moindre mesure les services, tendent à se concentrer, ce qui constitue une force d'agglomération de la population. Les besoins des individus évoluant en fonction de leur position dans le cycle de vie, tel type d'espace sera plus adapté à la demande de tel type d'individu.

Ainsi, les jeunes originaires des espaces ruraux les quittent pour les centres urbains, pour des motivations professionnelles et ce, d'autant plus qu'ils sont formés. Il en va de même pour les enfants de périurbains. Ce mécanisme conduit à une sur-représentation des jeunes en début de vie active dans les pôles urbains. La mise en couple et la naissance d'enfants conduisent à une modification des préférences des individus : sans changer d'emploi, ils vont choisir de se localiser en périphérie des villes, à une distance plus ou moins grande : ils se périur-

banisent ou migrent vers une commune rurale à partir de laquelle la navette est encore possible. Lorsque les enfants sont en âge scolaire, on assiste à un retour de certains périurbains vers le centre, motivés par une meilleure accessibilité aux services. Enfin, lorsque l'âge de la retraite arrive, avec la disparition des contraintes liées à l'emploi, les espaces ruraux retrouvent leurs attraits, les retraités quittent les grandes métropoles, en particulier l'Ile-de-France, pour habiter dans des communes rurales.

... une population avec un faible niveau de qualification

Ces mouvements de population ont deux conséquences importantes sur la composition de la population des espaces ruraux. D'une part, le départ des jeunes et l'arrivée de personnes à l'âge de la retraite conduisent à un renforcement du vieillissement de la population rurale. D'autre part, le départ des plus qualifiés se traduit par le maintien d'un faible niveau de qualification de la main-d'œuvre rurale (figure 2).

L'analyse de la composition sociale des différents espaces met en lumière ces trois grandes caractéristiques. On a déjà insisté sur le vieillissement de la population qui se traduit par une sur-représentation des retraités (16,5% de la population de l'espace à dominante urbaine contre 23,6% de celle de l'espace à dominante rurale). La diminution inexorable du nombre d'agriculteurs se poursuit entre 1990 et 1999 à un rythme encore plus soutenu qu'entre 1982 et 1990 : 36,6% contre 31,1%. Les agriculteurs représentent maintenant 2,5% de la population active totale et 8% de celle de l'espace à dominante rurale. Enfin, la part des ouvriers non qualifiés dans la population active hors agriculture est près de deux fois plus élevée dans l'espace à dominante rurale (18%) que dans l'espace à dominante urbaine (10%) et le nombre des ouvriers s'est maintenu (-1,7%) alors que qu'il a diminué de plus de 9% dans les espaces urbains. En contrepartie, les salariés qualifiés se concentrent en ville : la part des cadres est 2 fois plus élevée dans les espaces urbains que dans le rural. Cependant, le nombre de cadres a augmenté plus vite au sein de ces derniers (+26% contre +16,5%).

Si l'ensemble des espaces ruraux a vu son évolution démographique se rétablir au cours des 30 dernières années, surtout du fait de l'excédent des arrivées sur les départs, les conséquences sur la composition sociale de ces espaces sont très différentes selon leur distance au maillage urbain. Les communes les plus proches d'un pôle urbain ont emprunté les modes de développement des communes périurbaines alors que les communes plus éloignées de l'influence des villes ont vu leur population vieillir et l'effectif des ouvriers se maintenir.

Cécile Détang-Dessendre et Virginie Piguet, INRA UMR CESAER, Dijon
Cecile.Detang-dessendre@enesad.inra.fr - Virginie.Piguet@enesad.inra.fr

Pour en savoir plus

Baccaïni, B. (2001). Les migrations internes en France de 1990 à 1999 : l'appel de l'Ouest. *Economie et Statistique*, n° 344, pp 39-79.

Schmitt, B. ; Piguet, V. ; Perrier-Cornet, P. ; Hilal, M. (2002). *Actualisation du zonage en aires urbaines et de son complément rural : définitions, résultats, analyse critique*. Rapport au Commissariat général au Plan (Instance d'évaluation des politiques de développement rural), 36 p. + annexes.

Détang-Dessendre, C. ; Piguet, V. ; Schmitt, B. (2002). Les déterminants micro-économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie. *Population F.*, vol. 57, n° 1, pp 35-62.

Diffusion, abonnement : INRA Éditions, route de Saint-Cyr, 78026 Versailles Cedex France
Tél : 01 30 83 34 06 - Télécopie : 01 30 83 34 49

Abonnement d'un an (6 nos) : France 24 € ; Étranger 29 €. Paiement à l'ordre du régisseur INRA Éditions

Dépôt légal : 4ème trimestre 2003. Commission Paritaire n° 2147 ADEP.

Réalisation et impression : Suzanne Jumel et Jacky Debret, INRA ESR 65 Boulevard de Brandebourg, 94205 Ivry Cedex.

Tableau 1- Evolution démographique par catégorie d'espace de 1975 à 1999

Catégorie d'espace*	Taux de variation annuel (%)			dont dû au mouvement naturel (%)			dont dû au solde migratoire (%)		
	75-82	82-90	90-99	75-82	82-90	90-99	75-82	82-90	90-99
Espace à dominante urbaine	0,59	0,64	0,42	0,57	0,58	0,51	0,02	0,07	-0,09
dont pôles urbains	0,21	0,38	0,27	0,64	0,62	0,55	-0,43	-0,25	-0,28
dont communes périurbaines	2,38	1,75	0,98	0,26	0,39	0,38	2,12	1,35	0,60
Espace à dominante rurale (EDR)	0,09	0,11	0,20	-0,14	-0,11	-0,14	0,23	0,22	0,34
dont aires d'emploi de l'espace rural	0,37	0,13	0,16	0,24	0,15	0,00	0,13	-0,02	0,15
dont autres communes :	-0,01	0,10	0,22	-0,28	-0,20	-0,19	0,27	0,31	0,41
- avec 20 % ou plus de migrants alternants vers une aire urbaine	0,40	0,53	0,50	-0,19	-0,07	-0,04	0,60	0,60	0,54
- avec moins de 20 % de migrants alternants vers une aire urbaine	-0,34	-0,26	-0,03	-0,35	-0,31	-0,33	0,00	0,06	0,29
France métropolitaine	0,46	0,51	0,37	0,40	0,41	0,36	0,07	0,10	0,01

Source : Insee, recensements de population de 1975, 1982, 1990 et 1999

(*) : Délimitation avec les données du RP 1990 d'après les définitions de 2002.

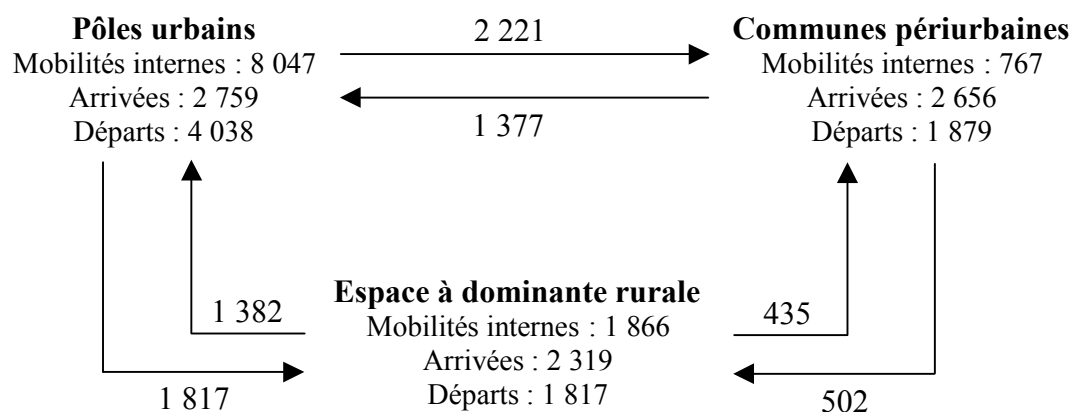
Tableau 2 - Structure par âge de la population en 1999

Catégorie d'espace*	Répartition (%)						Effectifs (en milliers)
	0 à 19 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans et plus	Total	
Espace à dominante urbaine	78,1	79,9	77,4	70,5	69,1	76,7	44 889
Espace à dominante rurale	21,9	20,1	22,6	29,5	30,9	23,3	13 631
dont aires d'emploi de l'espace rural	6,1	5,7	6,2	7,6	8,2	6,4	3 738
dont autres communes :	15,8	14,3	16,4	21,9	22,7	16,9	9 893
- avec 20 % ou plus de migrants alternants vers une aire urbaine	8,0	7,1	8,0	9,8	9,8	8,1	4 747
- avec moins de 20 % de migrants alternants vers une aire urbaine	7,8	7,3	8,4	12,1	12,9	8,8	5 146
France métropolitaine	100	100	100	100	100	100	58 521

Source : Insee, recensement de population de 1999

(*) : Délimitation avec les données du RP 1990 d'après les définitions de 2002.

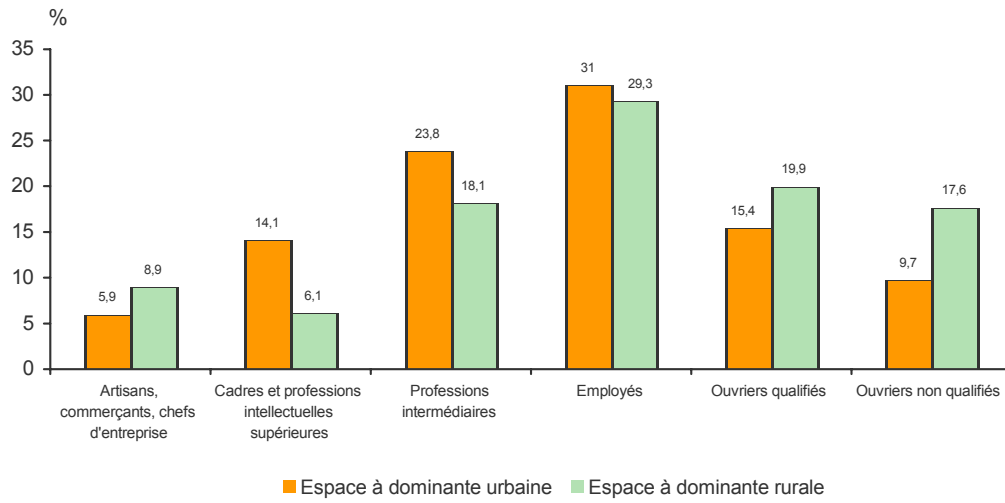
Figure 1 - Flux migratoires en provenance et à destination des différentes catégories d'espaces entre 1990 et 1999 (en milliers)



Source : Insee, recensement de la population de 1999 (France métropolitaine)

(*) : Délimitation avec les données du RP 1990 d'après les définitions de 2002

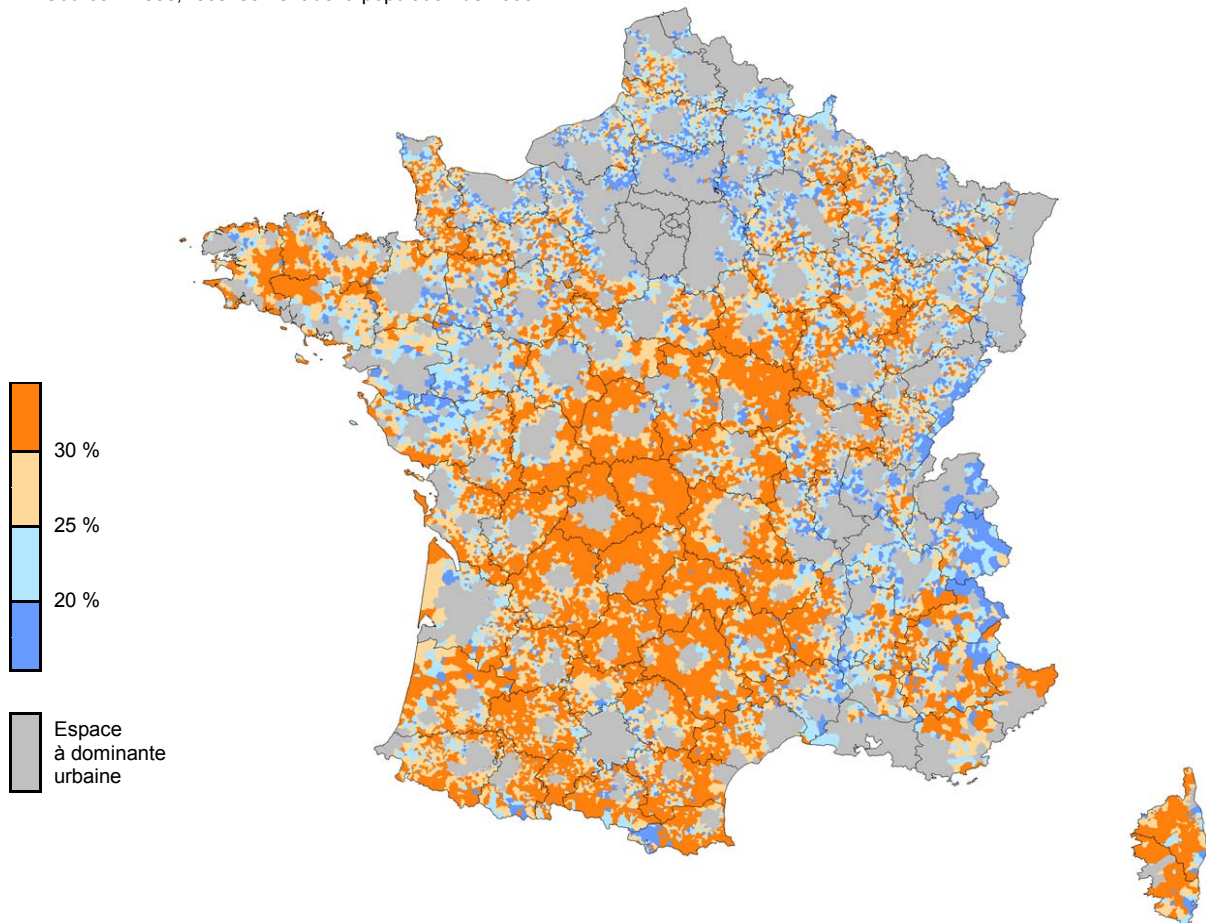
Figure 2 - Population active hors agriculture par catégorie socioprofessionnelle en 1999



Source : Insee, recensement de la population de 1999

Carte 1 - Part des 60 ans et plus dans les communes de l'espace à dominante rurale

Source : Insee, recensement de la population de 1999



© IN 1999 / INRA, 2003